

Eau: retour vers le public

La distribution de l'eau redevient un service public au 1^{er} janvier 2010. De nombreux défis sont à relever pour la réussite de la régie directe. p. 7 à 10.



Les collectivités vont taxer

La suppression de la taxe professionnelle est annoncée pour 2010. Quelles conséquences pour les budgets des collectivités locales? p. 2



Du nouveau à Robespierre

Le quartier Robespierre
va être réaménagé.
Des logements étudiants
et un petit lotissement
complèteront
sa transformation.
p. 3

La tête dans les nuages

La filière aéronautique et spatiale normande dispose d'une antenne au Madrillet. Zoom sur les métiers du secteur. **p. 4**

Réduire ses factures

Les centres médico-sociaux présentent une exposition de l'Ademe pour apprendre à mieux gérer ses dépenses d'énergie. p. 5

Danse en liberté



Le Rive Gauche organise des jams, des sessions de danse improvisées, ouvertes aux professionnels et amateurs chevronnés.

Permanence du maire

Hubert Wulfranc, maire, conseiller général, tiendra

une permanence mardi 10 mars à 14 heures, quartiers Thorez/Langevin, au centre socioculturel Georges-Brassens.

Inscriptions scolaires dès 2 ans

Les inscriptions scolaires pour la rentrée de septembre débutent le 2 mars. Dès 2ans, votre enfant, né avant septembre 2007, peut être admis à l'école maternelle dès la rentrée prochaine. L'inscription est à faire en mairie ou à la maison du citoyen. Les inscriptions au CP, pour les enfants nés en 2003, se font également en mars, sur présentation du livret de famille et d'un justificatif de domicile récent. Les demandes de dérogations devront être déposées avant le 10 avril.

Améliorer la vie de quartier

La Ville organise des réunions de gestion urbaine de proximité à l'intention des habitants pour améliorer la qualité de vie des quartiers. Prochaine réunion pour le quartier Jean-Macé, jeudi 12 mars à 10 heures, au local, 15, rue Georges-Courteline.

Le Stéphanais

Journal municipal d'informations locales. Directeur de la publication: Jérôme Gosselin. Directeur de la communication: Bruno Lafosse. d'information et de communication 02.3295.8383
serviceinformation@ser76.com
BP 458 – 76.806 Saint-Étienne-du-Rouvray CEDEX
Mise en page: Aurélie Mailly.
Conception: Anatome.
Rédaction: Nicole Ledroit, Sandrine Gossent,
Fengies Nicole Cessens Mercell hotographes: Jérôme Lallier, Marie-Hélène Labat Firage: 15000 exemplaires. Imprimerie: ETC, 0235950600. Publicité: Médias & publicité, 0149462946.

Taxe professionnelle

Qui va payer

Le président de la République a annoncé la suppression de la taxe professionnelle en 2010. Quel impact cette décision va-t-elle avoir sur les collectivités locales? Qui, au bout du compte, va payer la note?

près avoir injecté 360 milliards d'euros pour soutenir les banques et 6,5 milliards d'aides à la filière automobile, le président de la République a annoncé la suppression de la taxe professionnelle (TP) en 2010. Selon lui, la mesure devrait « éviter les délocalisations ». Et fournir une nouvelle aide de 8 milliards d'euros aux sociétés. Or la taxe professionnelle,

payée par les entreprises, constitue la moitié des ressources fiscales des collectivités locales. Pour Saint-Étienne-du-Rouvray, elle a représenté jusqu'à 60 %, et se montait à 8,9 millions d'euros en 1999. Depuis 2000, c'est la Communauté de l'agglomération rouennaise qui collecte la TP, une taxe unifiée sur l'ensemble de ce territoire. Elle reverse ensuite aux communes une compensation quasi équivalente. Ainsi en 2009, la Ville va recevoir 8 651 509 €. C'est 18 % de son budget. Pour l'Agglo, la taxe professionnelle est la seule ressource fiscale.

Avec une telle suppression, le Département de son côté perdrait 306 millions d'euros, c'est l'équivalent de la moitié de son budget social. La question est donc sensible et tous les élus se demandent aujourd'hui par quoi elle sera remplacée.



Un véritable casse-tête pour les collectivités locales: comment équilibrer leur budget si la taxe professionnelle disparaît alors que leurs missions ne cessent de croître?

« La taxe professionnelle est un impôt stable et dynamique parce qu'assis sur les investissements, autrement dit sur la vitalité économique. fait remarquer Dominique Goupil, directeur général des services de la Ville. Un autre impôt sera probablement moins productif, moins évolutif et plus aléatoire. » On peut penser aussi que l'État ne va pas recréer un impôt sur les entreprises. Les ménages, par l'impôt direct ou indirect, risquent donc d'être mis à contribution; un impôt carbone a été évoqué.

Qui va payer? Les missions des collectivités locales ne cessent de croître: développement des transports en commun,

développement durable, montée des besoins sociaux aussi... Difficile d'imaginer une réduction des services aux habitants. Et, fait remarquer Claude Collin, conseiller général, « les collectivités locales représentent 73 % de l'investissement public, elles aussi créent de l'emploi ».

Et pour les entreprises? Joachim Moyse, premier adjoint au maire en charge des finances, n'est pas sûr qu'elles soient au final bénéficiaires de l'opération. « La taxe professionnelle nous permet d'aménager l'espace urbain pour favoriser l'implantation des entreprises, leur apporter des services et un cadre de travail favorables: voiries, environ-

nement, desserte par les transports en commun, crèche inter entreprises... », souligne l'élu. L'étude engagée par exemple pour revitaliser la zone Seine Sud est portée par les collectivités locales.

« Ce n'est pas qu'une question financière, estime Claude Collin. Le Médef depuis toujours considère la taxe professionnelle comme une charge. Le choix de la supprimer est un choix idéologique. Il faut la réformer pour taxer aussi les actifs financiers, mais il n'est pas juste d'exonérer les entreprises de toute responsabilité dans l'aménagement du territoire. »

Robespierre en résidences

Le quartier Robespierre va être réaménagé. Une résidence étudiante et deux lotissements complètent le projet.

e quartier Robespierre entre dans la phase de regualification et de reconstruction. Une trentaine de locataires ont participé le 10 février à la présentation des projets pour les mois et années à venir. Première précision: la tour Sagittaire disparaîtra cet été. Les trois tours restantes, dont la gestion a été reprise par Logirep et le Foyer stéphanais, vont être « résidentialisées ». C'est-à-dire dotées chacune d'un espace propre, incluant le parking et entouré par une clôture et des haies. Les poubelles seront remplacées par des conteneurs enterrés, comme l'Agglo l'a déjà expérimenté avec succès sur le quartier Eugénie-Cotton. Ces améliorations se feront sans hausse de loyer, ont précisé Logirep et le Foyer stéphanais. En revanche, il n'y aura pas de travaux dans les logements comme le souhaitaient des locataires.

De nouvelles constructions verront le jour: une résidence étudiante de 83 loge-



Des travaux vont s'engager aux abords de la tour Viking 2.

ments en bordure du métro et de la rue Ernest-Renan, un petit lotissement de 35 logements rue Fernandel, derrière la tour Viking 2, et 20 logements sur l'emplacement de la tour Sagittaire.

En même temps, les rues sont réorganisées: le périphérique Robespierre s'efface du paysage urbain, la rue Fernandel débouchera sur le périphérique Wallon.

La réalisation devrait aller vite, le Foyer stéphanais commencera la résidentialisation de Viking 2 et la construction de la résidence étudiante dès avril 2009. Pour autant tout n'est pas bouclé, la concertation avec les locataires se poursuit... Le maire Hubert Wulfranc a insisté sur la gestion urbaine de proximité, « la participation des habitants, avec la Ville et les bailleurs, pour traiter ce qui ne va pas au quotidien ». Une seconde réunion était organisée pour en discuter le 18 février.

Une rénovation durable

À mon avis



Les opérations de renouvellement urbain se poursuivent en 2009 sur notre ville et vont permettre d'élargir l'offre de logements. Locatif privé avec la Foncière Logement à Renan, accession sociale avec Logiseine et logements étudiants aux Cateliers, reconstructions sur site à Macé, reconstruction de 35 logements sociaux en individuels superposés par le Foyer Stéphanais et résidentialisation des tours Logirep à Robespierre, sont quelques-uns des projets qui vont démarrer dans les mois à venir.

Renouveler le parc de logements est une nécessité pour développer une offre de qualité et proposer des logements accessibles à tous les ménages. Parallèlement, un travail important va se poursuivre avec les locataires et les sociétés pour améliorer la gestion quotidienne de l'habitat et de son environnement proche. C'est pour la municipalité un axe de travail qu'elle considère comme prioritaire. C'est pourquoi, il nous faudra veiller à ce que ces opérations de grande ampleur se poursuivent dans les prochaines années, avec une mobilisation des financements à la hauteur des besoins.

Hubert Wulfranc, maire, conseiller général

Collège

Picasso perd 53 heures de cours

L'Inspection académique vient d'annoncer que la dotation horaire globale du collège Pablo-Picasso allait être sérieusement revue à la baisse à la rentrée pro**chaine.** Une décision justifiée par une baisse annoncée des effectifs d'élèves. Mais avec 53 heures hebdomadaires supprimées, sur un volume total de 430, les parents d'élèves, les représentants d'enseignants et les élus de la Ville estiment que la note est franchement salée. Ils ont marqué leur mécontentement en votant contre cette décision lors du dernier conseil d'administration et sont allés le dire mardi 10 février à l'inspecteur d'académie.

En l'état, une classe de 6° et une autre de 3e sont menacées. L'enseignement de l'allemand pourrait lui aussi être supprimé et plusieurs professeurs devront trouver des heures de cours complémentaires ailleurs, « ce qui ne les incitera pas à s'investir à Picasso sur des projets ambitieux », regrette Florence Cornillot, parent d'élève élue. « Nous parlons d'un établissement placé en Zone d'éducation prioritaire qui aujourd'hui vit bien en raison justement d'effectifs corrects notam*ment en 6^e.* aioute la maman. Avec cette dotation horaire, nous serons au-delà des effectifs de 25 par classes préconisés en Zep. » 🔷

Cateliers

Rue Casanova, ça roule

La rue Danielle-Casanova est totalement ouverte à la circulation depuis le 5 février.

Cette nouvelle voie, qui porte le nom d'une résistante communiste, morte en déportation à 32 ans, complète l'aménagement du quartier des Cateliers. Elle longe le bois des Anémones et le parc de l'Orée du Rouvray et donne accès à la rue Geneviève-de-Gaulle, voie de desserte intérieure du quartier des Cateliers. Elle constitue aussi une voie de liaison entre quartiers, en reliant la rue Julian-Grimau à la rue Saint-Exupéry.

Vaccinations gratuites Les centres médico-sociaux

organisent des séances mensuelles de vaccination pour les adultes et les enfants à partir de 6 ans. Mardi 3 mars de 16 h 30 à 18 heures, centre du Château Blanc, rue Georges-Meliès, Tél.: 0235664995. Mercredi 18 mars de 9h30 à 11 heures et jeudi 26 mars de 16 h 45 à 18h15, au centre du Bic Auber, immeuble Cave-Antonin, Tél.: 0235640103.

France Palestine: projet solidaire

Le groupe local de l'association France Palestine organise une rencontre vendredi 6 mars à 20 heures au centre Jean-Prévost. Un responsable national de l'organisation viendra présenter un film montrant la vie quotidienne des Palestiniens, mais aussi un projet solidaire entre des producteurs d'huile d'olive locaux et des producteurs de Haute-Provence.

Permanences du Collectif solidarité

Le Collectif solidarité antiraciste et pour l'égalité des droits vient en aide aux personnes étrangères en difficulté pour obtenir des papiers. Permanences à 18 heures: mercredi 11 mars, au centre Jean-Prévost (place Jean-Prévost). Contact: 0633467802. collectifantiracisteser@ orange.fr

Économie

Les ailes de la Normandie

La filière aéronautique et spatiale est un des atouts industriels normands. L'association chargée de la faire connaître a atterri au Madrillet.

riane vient de lancer deux nouveaux satellites dans l'espace... C'est un peu grâce à la Normandie, car c'est à Vernon que la Snecma conçoit les moteurs de notre fusée nationale. Et c'est au technopôle du Madrillet qu'est installée, depuis 2006, Normandie AéroEspace (NAE), l'association de la filière aéronautique et spatiale régionale. Environ 10 000 salariés en Normandie, travaillent dans cette industrie, mais aussi dans la recherche et la défense, avec quelques grands noms : Sagem dans la commune, mais aussi Thalès, Snecma, Aircelle, Deutsch... et près de 160 PME-PMI. Depuis dix ans, les industriels se sont regroupés pour mieux travailler ensemble. « Aujourd'hui la filière compte une soixantaine d'entreprises, dont 30 PME-PMI, 10 établissements d'enseignement et 5 laboratoires », recense Éric Théreaux, le délégué de Normandie

Avec 400 à 500 embauches par an l'aéronautique normande a connu une certaine croissance, un peu ralentie depuis fin 2008 mais, selon Éric Théreaux, le secteur reste porteur. « L'augmentation du trafic aérien est une tendance lourde. et il y aura le remplacement des salariés du papyboom en 2010 et 2011. » La filière a contribué à créer plusieurs formations en région ces dernières années, du technicien préparateur méthode au master en mécatronique en passant par le bac pro aéronautique, et la licence en électronique ou en métrologie. Et l'association écume les forums pour les faire connaître. « Les jeunes ne connaissent pas les

métiers de l'aéronautique, ils sont pourtant très variés, production, maintenance. vente, bureau d'études..., avance Claudine Hanguehard, chargée de communication, avec tous les niveaux de métiers, ingénieur, technicien, opérateur. La profession s'est aussi féminisée. » Normandie AéroEspace sera au forum des Emplois en seine, au parc expo les 19 et 20 mars.

• Informations complémentaires sur le site internet de l'association www.nae.fr



L'aéronautique propose une grande variété de métiers.

Personnes âgées

Avec l'âge, plus dure sera la chute, pourrait-on dire. Pour sensibiliser sur ce danger, le service social et le centre local d'information et de coordination pour les personnes âgées (Clic) organisent une information jeudi 12 mars au foyer Geneviève-Bourdon. « Chez une personne âgée, tomber peut être lourd de conséquences. C'est même une question de santé publique, alerte Fabienne

Prévenir les chutes

Martin, animatrice du Clic. Pour pouvoir rester chez soi le plus longtemps possible et dans de bonnes conditions, il faut prendre un minimum de dispositions. » Parmi les erreurs à ne pas commettre, on peut citer les fils du téléphone qui traînent, l'éclairage insuffisant, les plantes en pot qui réduisent le passage. Il faut aussi savoir confier les tâches difficiles à une aide ménagère. Si, malgré tout cela,

la chute arrive, Fabienne Martin expliquera comment tenter de se relever seul. La réunion s'adresse aux personnes âgées et à leurs familles.

• **Jeudi 12 mars** de 14 à 16 heures au foyer Geneviève-Bourdon, périphérique Henri-Wallon. Le Mobilo'bus y emmène les personnes à mobilité réduite (0232958394). Permanences du Clic: 15, rue du Morvan, 0235653795.

Petits gestes écologiques et économiques

Les centres médico-sociaux proposent en mars une exposition sur les petits gestes qui font baisser la consommation d'eau ou d'électricité. Et la facture.

es dizaines d'appareils électriques font partie de notre quotidien. Nous les utilisons sans y penser. À l'heure où les ressources énergétiques se font plus rares et plus chères, il est important de revoir nos habitudes pour éviter le gaspillage et maîtriser les dépenses. C'est ce que propose l'exposition, « Faisons vite, ca chauffe », présentée par le centre médico-social du Château Blanc. du 9 au 13 mars dans les locaux du centre lean-Prévost. Elle sera visible ensuite au centre médicosocial rue Pierre-Corneille, les 16 et 17 mars, et à celui du Bic Auber du 18 au 20 mars.

L'exposition conçue par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) détaille la consommation des principaux appareils électroménagers et les petits trucs pour mieux les utiliser.

« Cette exposition est une commande du Département, elle se promène depuis un an dans les centres médicosociaux, explique Mme Auger, conseillère en économie sociale et familiale. C'est plein de conseils adaptés aux adultes, aux adolescents et aux enfants. Mis bout à bout, ces conseils peuvent réduire les factures. » Si tout le monde connaît le classique « éteindre la lumière en sortant d'une



L'exposition « Faisons vite ça chauffe » propose de nombreux conseils pour réduire ses factures.

pièce », d'autres recommandations sont moins évidentes: par exemple, un téléviseur en veille pendant dix-huit heures consomme autant qu'en six heures d'utilisation, un réfrigérateur rempli de givre consomme deux fois plus... Et pour économiser l'eau, préférez la douche qui permet d'en utiliser cinq fois moins qu'un bain. Le centre médico-social

a fait connaître l'initiative aux écoles, aux collèges, aux associations d'aide aux familles et aux amicales de locataires, mais elle est bien sûr ouverte au grand public. Tous les matins Mme Auger sera présente pour apporter des conseils de consommation et répondre aux questions.

« Faisons vite ça chauffe» du 9 au 13 mars,

lundi de 14 à 18 heures, du mardi au vendredi, de 9 à 12 heures et de 14 à 18 heures au centre Jean-Prévost, place Jean-Prévost. Les 16 et 17 mars au centre médicosocial, 27 rue Pierre-Corneille, et du 18 au 20 mars au centre médico-social, avenue du Bic Auber, de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 heures.

Votre isolation vue du ciel

Votre maison est-elle bien isolée? Si vous habitez un logement individuel, vous pourrez le vérifier en allant faire un tour sur le site internet de la Communauté de l'agglomération rouennaise (agglo-rouennaise.fr). Il présente le résultat d'une campagne de thermographie aérienne faite pendant l'hiver 2007/2008. Les 22 000 images prises révèlent la déperdition d'énergie des toits des habitations selon la couleur, du bleu (peu) au rouge

vif (beaucoup). Pour compléter cette information, vous pouvez prendre rendez-vous à l'espace Info Énergie qui a ouvert 7, rue Jeanne d'Arc, à Rouen. Les conseillers de l'agglomération vous renseigneront sur les divers moyens de réaliser des économies d'énergie.

• Prendre rendez-vous auprès du service Allo communauté: 0800 021 021 ou par courriel: eie@agglo-rouennaise.fr

e dit

Déchets verts La collecte des

La collecte des déchets verts par l'Agglo redevient hebdomadaire

à partir de mardi 10 mars. Les branchages doivent être liés en fagots d'un mètre maximum. Les sacs et fagots doivent être sortis la veille au soir.

Defration propreté

Le service de la voirie procédera, dans le cadre de Ma ville en propre, à un grand nettoyage les 9 et 10 mars sur les avenues des Canadiens, Felling, Maryse-Bastié, rues Jean-Henri-Fabre, de Fontenelle, résidences du Rouvray, des Pins.

Horaires d'été des parcs

À compter du 1er mars, les parcs de la ville ouvrent leurs portes selon les horaires d'été: parc de l'Orée du Rouvray de 8 h 30 à 20 heures; parc Henri-Barbusse de 8 heures à 19 heures; parc central du Château Blanc de 7 h 45 à 20 h 30; square Pauline-Léon de 8 à 18 heures

▶ Bien manger sans trop dépenser

Manger bien mais pas cher, cela ressemble à la quadrature du cercle. À la demande de ses usagers, le centre socioculturel Georges-Brassens propose des solutions en organisant un débat mardi 10 mars avec une diététicienne. Règles alimentaires, conseils pratiques, réponses aux questions... le débat est ouvert à tous de 13 à 16 heures Entrée libre. 2, rue Georges-Brassens.

Initiatives

Une asso Junior mais pas mineure

À 16 ans, Tristan Béard vient de monter la première Junior association de la commune. Un dispositif qui permet à des mineurs de s'investir dans la vie locale.



Avec «Tout sur le handicap », Tristan Béard a créé la première Junior association de la ville.

ttendre la majorité pour s'investir dans sa ville sur un projet culturel, sportif ou ludique est désormais de l'histoire ancienne. Grâce au dispositif Junior association, les moins de 18 ans peuvent enfin se donner les moyens de leurs ambitions. C'est le cas de Tristan Béard, 16 ans. Il a créé « Tout sur le handicap » (TSH), la toute première Junior association inaugurée début janvier à la Station, un espace jeunesse municipal, et la troisième dans l'agglomération rouennaise. « Notre association a pour but de réunir tous les jeunes, handicapés ou non, autour de la musique, du théâtre, et de la construction d'un journal de presse », explique le jeune président.

Des sorties cinéma, des reportages et des micros-trottoirs sont déjà programmés grâce au concours de l'Association des paralysés de France (APF) qui met à disposition des véhicules adaptés. De ce côtélà, Tristan est très débrouillard et il espère bien « changer le regard que les valides portent encore sur le handicap ».

« Une Junior association fonctionne comme une association traditionnelle loi 1901, précise Carole Maugard, animatrice au service jeunesse de la Ville. Mais elle permet en plus à des mineurs d'ouvrir un compte bancaire, d'être assurés pour leurs activités et de faire des demandes de subventions.» Pour enclencher le dispositif Tristan n'a eu qu'à souscrire un abonnement annuel de 10€ auprès du Réseau des MIC normandes, l'un des trois relais départementaux sur lequel les jeunes peuvent s'appuyer. L'habilitation est donnée pour une année scolaire, avec possibilité de renouvellement. Les principales règles d'une Junior association sont simples: être au moins deux et avoir entre 12 et 18 ans. Le petit plus: les démarches sont rapides, une commission d'habilitation nationale se réunit tous les mois.

Grâce à un projet bien ficelé. Tristan Béard a convaincu les membres de la commission. « Carole Maugard à la Ville m'a conseillé et l'association a obtenu les clés d'un local au Bic Auber », sourit, reconnaissant, le jeune président. Chaque samedi, Tristan y tient une permanence de 13 à 17 heures.

- En savoir plus sur l'association
- «Tout sur le handicap»: toutsurlehandicap@free.fr

▶ Rendez-vous lotos

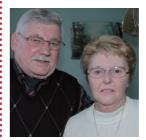
• Vendredi 6 mars à 20 h 30, avec le Club stéphanais de full-contact à la salle festive. Ouverture des portes à 19 heures. 2,5 € le carton. Buvette et petite restauration sur place. Nombreux

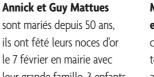
lots à gagner. Contacts: 06 43 88 88 98, 02 35 66 49 14 ou serfull@neuf.fr

Le Mobilo'bus y emmène les personnes à mobilité réduite en réservant au guichet unique: 0232958394.

- Mardi 10 mars à 14h30, avec la section CGT des cheminots retraités et veuves au bénéfice de l'Orphelinat national des chemins de fer, à l'espace associatif des Vaillons, salle Coluche. Contact: 0235665186.
- Dimanche 15 mars à 14 heures, avec le Comité des quartiers du centre, à la salle festive. Ouverture des portes à 12 h 30. Un carton offert à tous et de nombreux gros lots à gagner. Contact: 0663060639.

NOCES D'OR





le 7 février en mairie avec leur grande famille, 3 enfants, 8 petits-enfants et 4 arrièrepetites-filles.



Monique et Gérard Piotrowski

célébraient le 14 février à leur tour leurs 50 ans de mariage avec une aussi grande famille, 9 enfants, 15 petits-enfants et un arrière-petit-fils.

ÉTAT CIVIL

Mariages

Hakim Fasli et Fatima Idan, Mohamed El Mokchah et Ynesse Abdelmoula.

Naissances

Ayoub Afkir, Cassandra Baheu, Lilly Boivin, Margot Boucher, Liza Chebbi, Lamine Cissokho, Kadir Denli, Aymane El Bezazi, Amélie Eeckman, Ahmet-Laoin Erden, Tom Ferial, Martin Gréau—Bienstock, Joumana Khlifa, Chloé Le Carrer—Dubois, David Mirkhomidinov, Saël Roque, Devran Uslu.

Décès

Yvonne Pigot, Jacques Kozakiewicz, Maurice Poisson, Mathilde Picon, Michel Verdier, Georges Ribeiro, Josiane Chirrane, Roger Duchêne, Lydia Rouellé, Habib Ben Ammar Boughanmi, Christian Devillepoix, Alu Aliev, Gilbert Durand, Michel Sanse, Alain Chavatte.



L'eau n'est pas une marchandise comme les autres. Pour cette raison, les défenseurs de l'eau publique se félicitent de voir le syndicat banlieue Sud, dont dépend Saint-Étienne-du-Rouvray, intégrer la régie intercommunale en 2010. Le service public doit désormais faire ses preuves.

'Éducation nationale, La Poste, l'hôpital... ces derniers temps, les coups pleuvent sur les services publics. Alors forcément, pour les partisans d'un grand service public de l'eau, l'annonce faite juste avant Noël d'élargir le périmètre de la régie directe de la Communauté de l'agglomération rouennaise aux communes concernées par le syn-

dicat banlieue Sud (dont Saint-Étienne-du-Rouvray fait partie) et plateau Est a été accueillie avec soulagement.

Au 1^{er} janvier 2010, le contrat d'affermage qui liait les communes de ces syndicats à Véolia arrive à terme, la communauté va donc reprendre à sa charge la gestion et la distribution de l'eau potable de 55000 compteurs supplémentaires. La régie historique, desservant Rouen, Grand-Quevilly

et Darnétal, en gère actuellement 49 000, ce qui représente 40 % de l'eau distribuée sur son territoire.

« C'est une bonne nouvelle, assure le maire et conseiller général Hubert Wulfranc. Le syndicat de l'eau banlieue Sud a toujours servi de référence, même en tant que délégation de service public. Ses prix ont toujours été parmi les plus bas du secteur en raison de l'implication très forte des col-

→ lectivités et des élus pour peser sur les orientations du syndicat. Avec la régie directe, cette implication ne peut que croître. Elle pourra aussi définir des missions stratégiques: investissement, contrôle de qualité et meilleure gestion du service aux usagers. »

Reste désormais aux services de la communauté à relever les défis posés par cette décision. « Le premier, c'est bien sûr d'assurer la continuité du service, l'usager ne doit se rendre compte de rien. La seule différence, ce sera la disparition du logo Véolia sur la facture..., résume Alain Renaud, directeur du pôle eau et assainissement à la Communauté. Toutes les installations, depuis les captages, en passant par les usines de traitement, les canalisations, et autres châteaux d'eau changeront progressivement de main.

«C'est l'occasion de prouver que le service public est un atout pour les usagers.»

Le personnel aussi changera d'employeur. Les cinquantecinq équivalents temps plein de Véolia viendront renforcer l'effectif de la régie publique actuelle qui compte 118 personnes. Ces nouveaux venus sont d'ailleurs les garants d'une bonne transition entre les deux systèmes. « Mais nous sommes inquiets pour notre situation

personnelle, souligne Bruno Jodet, du syndicat FO chez Véolia et salarié de l'agence de Rouen. On a des avantages au sein de l'entreprise et on craint de les perdre. » Grégoire Carrier, conseiller technique auprès du président de la Communauté de l'agglomération rouennaise, se montre rassurant: « Le code du travail protège ces salariés. Ils conserveront leur contrat de travail actuel, mais leur employeur deviendra la régie publique. » Autre point sensible: la facturation... « La fusion des bases de données informatiques est un gros travail et les abonnés ne comprendraient pas un problème de facturation », confirme Alain Renaud.

En interne, les agents de la collectivité sont prêts à se mouiller. « On sait que pendant un an les services vont devoir faire de sacrés efforts. Mais, on va récupérer les salariés qui travaillaient sur ces secteurs et, avec eux. leurs connaissances et leurs savoir-faire. Pour nous c'est une très belle occasion de prouver que le service public est un atout pour les usagers », insiste Michel Drouet, délégué CGT à l'Agglo.

Pour autant, les partisans d'une eau publique n'ont pas terminé leur combat. David Querret, le porte-parole du collectif créé en 2003 n'oublie pas « qu'il reste des communes entre les







Entre 2008 et 2012, les 3/4 des contrats sur l'eau passés entre les collectivités et des multinationales privées arrivent à échéance.

mains du privé, en l'occurrence la Lyonnaise des eaux pour la zone allant de Saint-Pierre-de-Manneville à Bihorel. Ces contrats arrivent à échéance

D'ici là, les intercommunalités de Rouen et Elbeuf n'en formeront sans doute plus qu'une. Et les régies de l'eau respectives auront alors eu à mutualiser leurs moyens... 🔷

Quelle politique sociale de l'eau?

À l'horizon 2012, tous les habitants paieront le même prix de l'eau au m³. Aujourd'hui, pour une facture type de 120 m³, une famille débourse 330 € si elle dépend de la régie ou des délégations de service public du syndicat banlieue Sud. Le prix grimpe à 414 € par exemple à la Bouille. Selon le maire, Hubert Wulfranc, « le prix unique de l'eau, c'est le premier degré de la solidarité de territoire, mais pas de la solidarité sociale. On parle là

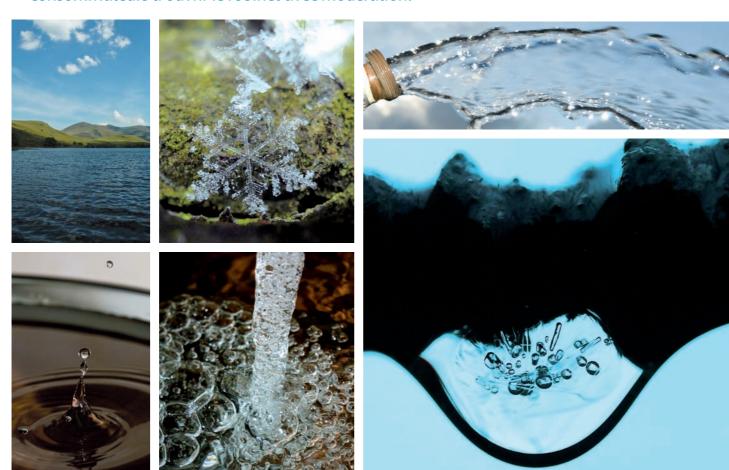
d'une ressource vitale dont l'accès doit être garanti quels que soient ses moyens financiers. Nous, élus, aurons à travailler pour que la reprise en régie directe permette d'assurer une prestation socialement efficace et ambitieuse. Ce débat devra avoir lieu au sein du conseil communautaire. Parce que la régie directe de l'eau sera ce que l'Agglo en

Véolia encaisse en silence

« On a appris la nouvelle comme tout le monde lorsque M. Fabius l'a annoncée à la fin de l'année. Nos services et ceux de l'Agglo vont se rencontrer. En attendant, nous continuons à faire notre *métier.* » Chez Véolia, on ne souhaite pas réagir à la décision prise par la Communauté de l'agglomération rouennaise. Le passage de témoin entre le privé et le public devrait se faire en douceur. La multinationale garde de nombreux contrats. Transports en commun, déchets... Véolia n'a pas intérêt à faire monter la pression... sur l'eau.

Le prix de la qualité

Un service public de l'eau est-il synonyme de baisse du prix ? Pas forcément car la régie directe doit investir dans le réseau de distribution, mieux protéger la ressource... tout en incitant les consommateurs à ouvrir le robinet avec modération.



80 % du marché national est aux mains du privé et, dans cette part, l'écrasante majorité (97%) est gérée par deux multinationales. Difficile dans ces conditions de parler de concurrence. Les 20 % restant sont gérés directement par les collectivités.

u même titre que l'air, certains réclament que l'eau, en tant que ressource de première nécessité, soit gratuite. C'est le discours tenu par Danièle Mitterrand, présidente de la fondation France libertés, lors de son récent passage à Rouen à l'invitation du collectif eau publique: « L'eau n'a pas de prix, c'est le service qui en a un. Et les quarante premiers litres par jour et par habitant

devraient être gratuits. » De son côté, David Querret porte-parole du collectif se dit bien content « qu'à partir de 2010 les citoyens concernés ne paieront que l'eau, mais pas la marge bénéficiaire de Véolia. »

La question du prix est particulièrement sensible. Selon Jean-Luc Touly, président d'Acme (Association pour un contrat mondial de l'eau) et ancien salarié de Véolia, « deux tiers des villes qui sont revenues en régie directe -

Bouteille ou robinet: ce qu'il faut savoir

Les industriels de l'agroalimentaire, associés à d'habiles publicitaires, ont réussi à nous convaincre que l'eau du robinet n'était bonne qu'à rincer une bouche pleine de dentifrice et à laver les pommes de terre. En bouteille, l'eau aurait toutes sortes de vertus. Chaque eau minérale possède des propriétés qui lui sont propres, c'est vrai, mais il n'en est rien des eaux de sources qui sont pourtant très majoritairement celles qui se retrouvent dans les chariots des consommateurs. Le précieux liquide est aujourd'hui payé entre 100 et 300 fois plus cher dans du

plastique, alors qu'il provient, la plupart du temps, des mêmes nappes phréatiques que celui qui coule de nos robinets. Pour garantir sa qualité, il est contrôlé à toutes les étapes de sa production, « c'est même le produit alimentaire le plus surveillé », précise-t-on à la Communauté de l'agglomération.

Reste la question du goût de l'eau du robinet. Il existe pourtant une recette simple pour dissiper le goût du chlore utilisé pour garantir la qualité: il suffit de tirer l'eau dans une carafe et de la laisser reposer quelque temps à l'air libre ou au réfrigérateur.

→ ont fait baisser le prix de l'eau de 10 à 25 %. Et partout les volumes de fuites ont sensiblement diminué, l'entretien des canalisations s'est amélioré et la gestion de la ressource a fait preuve d'une plus grande transparence.» Alors que peuvent attendre les Stéphanais? Du côté de la Communauté, on se garde bien d'annoncer une baisse des tarifs. D'abord parce que les prix pratiqués actuellement sont « corrects », malgré des vagues d'augmentation ces dernières années. Si la moyenne nationale se situe autour de 3€ TTC le m³. il est ici à 2,82€ en 2008. Certains, en régie directe font mieux. C'est le cas de Grenoble, qui a municipalisé le service, en 1996. « Depuis, chaque année, 1.2 à 2.4 millions d'euros d'économies sont réalisées par les usagers domestiques, les équipements publics et les activités rien que pour l'eau, sans parler de l'assainissement, se réjouit Raymond Avrillier, maire honoraire Vert. Par ailleurs, nous avons multiplié par trois les sommes investies dans le renouvellement des conduites et des branchements ce qui permet d'augmenter le rendement du réseau et de diminuer les pertes d'eau.»

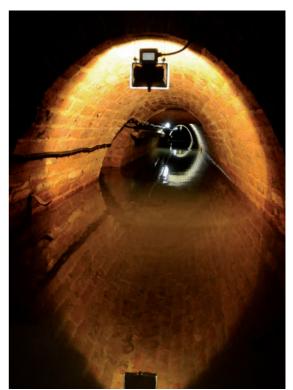
«Les usagers ont déjà sensiblement réduit leur consommation d'eau.»

Alain Renaud, responsable du pôle eau et assainissement de la Communauté de l'agglomération de Rouen, refuse toute comparaison hâtive. « C'est vrai que Grenoble n'est pas chère, mais ils bénéficient d'une ressource de qualité exceptionnelle. Ils doivent être les seuls en France à ne pas avoir besoin de traiter leur eau, ni même de la chlorer.» Dans notre région, il faut faire avec des sols karstiques (roche calcaire) qui nécessitent plus de filtration et de traitements. Les investissements réalisés pour faire face à ces caractéristiques ont forcément une répercussion sur la facture. Pour tenter de limiter ces frais, il faudra mieux préserver les périmètres de captages:

accentuer les conventions passées avec les industriels et surtout les agriculteurs.

Enfin, la régie va être prise en étau entre deux logiques. D'un côté, vendre de l'eau pour dégager des financements suffisants. De l'autre, inciter le citoyen à limiter sa consommation d'eau dans une logique de développement durable et donc se priver... de moyens financiers sur la distribution. Les usagers ont d'ailleurs commencé à changer leurs habitudes. Pour preuve, on constate en 2007 une baisse de la consommation de 5,2 % pour ceux de la régie actuelle et -6,2 % pour ceux du syndicat de la banlieue Sud.

Aidée par une prise de conscience citoyenne, nul doute que cette tendance va s'accentuer. Une série d'incitations fiscales à installer des systèmes de récupération d'eau de pluie chez soi pour la chasse d'eau et le lavage du linge devrait aussi jouer un rôle non négligeable.





L'usine de traitement de la Jatte, à Rouen, dispose de techniques d'ultrafiltration pour garantir la qualité de l'eau. En haut: Le Robec en sous-sol.

L'expert

«Le maître de l'eau sera le maître du monde»

Jean-Luc Touly, président d'Acme, association pour un contrat mondial de l'eau.

Qu'est-ce que le contrat mondial de l'eau pour lequel vous militez?

J-L.T: Il s'agit de faire reconnaître au plan mondial qu'une décision politique doit garantir l'accès à l'eau potable à tous. Ce contrat répond à cinq principes. D'abord, l'eau est un droit au même titre que l'alimentation, ce qui n'est pas reconnu juridiquement aujourd'hui. Nous sommes favorables à l'octroi gratuit des 40 premiers litres par jour et par habitant, avec répercussion sur la facture des plus aisés. Nous réclamons que 1 % du budget militaire mondial soit consacré à faciliter l'accès à l'eau. Si c'était le cas, le problème de l'eau à l'échelle de la planète n'en serait plus un, en cinq ans. Nous voulons que les usagers, issus

d'associations expertes soient impliqués dans les décisions. Nous voulons la création d'une haute autorité qui gère le partage de l'eau pour éviter de voir fleurir un peu partout les conflits militaires. Enfin, nous souhaitons que la propriété et la gestion de l'eau soient publiques.

On meurt aujourd'hui encore dans le monde faute d'avoir accès à l'eau...

J-L.T: Bien sûr, entre 30 000 et 35 000 personnes meurent chaque jour de maladies liées à l'eau. Et près de 1,5 million de personnes n'ont aucun accès à l'eau. Il existe de gros problèmes en Afrique subsaharienne, au Moyen-Orient, au Proche-Orient et même au Brésil... En moyenne sur la planète un homme consomme chaque jour entre 5 et 30 litres d'eau pour sa consommation et son usage domestique. Mais en France ce chiffre monte à 140 litres, aux États-Unis à 600 litres et en Australie à 1 000 litres.

Comme le pétrole, l'eau est devenue un enjeu géostratégique?

J-L.T: C'est de plus en plus le cas avec les changements climatiques. De fortes tensions naissent en Amérique latine, en Inde... Le maître de l'eau deviendra le maître du monde. Même en France, lors des réunions publiques que nous tenons, les gens nous demandent si l'accès à l'eau sera garanti dans le futur. C'est une préoccupation grandissante.

Tribunes libres

Élus communistes et républicains

La droite au gouvernement et ses relais locaux ont pris la responsabilité de porter un grave coup aux collectivités locales en annonçant la suppression de la taxe professionnelle en 2010.

Cette mesure, comme tant d'autres prises, vise à satisfaire une nouvelle fois les exigences du grand patronat relayées par le Medef. Elle priverait, si elle était confirmée, ces collectivités de près de la moitié de leurs recettes fiscales à un moment où les services publics locaux sont très sollicités.

Outre qu'elle exonérerait les entreprises de toutes responsabilités sociales envers les territoires sur lesquels elles sont implantées, cette mesure se traduirait immanquablement par une forte augmentation des impôts acquittés par les ménages. Aussi, les grandes associations d'élus locaux exigent una-

nimement le maintien d'une fiscalité locale sur les entreprises pour financer les équipements et les services dont elles bénéficient également.

Les élus communistes et républicains proposent, dans un souci de justice sociale, de taxer les actifs financiers (actions...) détenus par les entreprises, au taux modeste de 0,5 % pour consolider les services offerts par les collectivités et soutenir le secteur du bâtiment et des travaux publics.

Hubert Wulfranc, Joachim Moyse, Francine Goyer, Michel Rodriguez, Fabienne Burel, Jérôme Gosselin, Marie-Agnès Lallier, Pascale Mirey, Josiane Romero, Francis Schilliger, Robert Hais, Najia Atif, Murielle Renaux, Houria Soltane, Daniel Vezie, Vanessa Ridel, Malika Amari, Pascal Le Cousin, Didier Quint.

Élus socialistes et républicains

À travers le projet de loi hôpital de Roselyne Bachelot, la droite démantèle gravement le service public de santé. Les socialistes demandent que la loi garantisse noir sur blanc l'égalité aux soins sur tout le territoire et pour tous les Français.

Dans la réalité d'aujourd'hui ce n'est plus le cas.

Le gouvernement dit non aux propositions permettant l'accès à des soins de proximité dans le cadre d'un service public. Seule compte désormais la rentabilité. Comme l'a fait remarquer, à juste titre, Patrick Pelloux, le médecin urgentiste bien connu, le projet Sarkozy/Bachelot, pour la première fois dans l'histoire de l'hôpital, prévoit le licenciement de 20 000 personnes. Alors qu'on constate un manque de personnel, on lui demande de s'en

aller. Leur projet de loi détricote le service public hospitalier en permettant aux cliniques privées de choisir, à la carte, les missions de service public qu'elles assumeront: Roselyne Bachelot a reconnu que ce choix était au cœur de la philosophie de son projet. En clair, il donne le droit aux cliniques privées de refuser la permanence des soins ou la prise en charge des malades les plus pauvres.

De la rentabilité médicale à la médecine au rabais, il n'y a qu'un pas.

Rémy Orange, Annette de Toledo, Patrick Morisse, Danièle Auzou, Daniel Launay, Thérèse-Marie Ramaroson, Catherine Depitre, Philippe Schapman, Dominique Grevrand, Catherine Olivier, David Fontaine, Béatrice Aoune-Sougrati.

Élus UMP, divers droite

Le groupe UMP veut informer les Stéphanais de l'alerte qu'il a lancée au cours du dernier conseil municipal du mois de décembre sur l'endettement en cours de la ville qui atteint 80 % du budget de la commune. En réponse à notre signal l'équipe dirigeante a fait l'éloge d'une idéologie dont l'objectif est de réhabiliter la dette publique. Pour autant cette dernière est-elle profitable à tous les Stéphanais? Nous le pensons pas quand nous constatons les problèmes rencontrés par le manque de logement et d'emploi. La réforme du territoire et des collectivités est une priorité afin d'éclaircir les compétences et les finances pour éviter les gaspillages. Quant au dossier de l'eau, une nouvelle fois l'idéologie a primé sur l'intérêt des consommateurs et notamment des Stéphanais qui

devront payer plus chers (entre + 4 et 15 %) le prix de l'eau dans l'avenir. Où est donc cette solidarité? Que devient-elle quand on asphyxie les contribuables avec des impôts et taxes de plus en plus lourds. C'est trop facile de donner quand on utilise l'argent des autres. L'exemple du plan relance proposé par le PS pour répondre à la crise est significatif où l'on constate une dérive de la dette publique pour finir sur un blocage des salaires.

Serge Cros, Louisette Patenere, Gérard Vittet.

Droits de cité, 100 % à gauche

Sarkozy nous méprise. À coup d'interventions à la télé, il lance des chiffres et toujours, « *c'est moi qui commande* ». Des miettes pour quelquesuns. Des promesses et rien après!

Que sont 2,6 milliards à côté des 14 milliards octroyés pour le bouclier fiscal des plus riches, des 8 milliards de taxe professionnelle supprimée pour les patrons, des 360 milliards donnés aux banques. Non, il n'y a pas partage des richesses. Assez d'avoir à se serrer la ceinture, de ne pas savoir de quoi l'avenir sera fait.

Exigeons 300 euros de hausse pour tous, défendons nos services publics, refusons ensemble les licenciements. Imposons un autre choix: prendre sur les profits des actionnaires, dont les 13,9 milliards de Total, sur les salaires des patrons du CAC 40.

Sarkozy allume des feux en attaquant partout. Il n'est plus maître de la situation. Le gouvernement commence à avoir peur d'une généralisation des luttes

La seule réponse, c'est un Tous ensemble, privé, public, chômeurs, retraités, étudiants et lycéens. La Guadeloupe a ouvert la voie. Ripostons dès maintenant. Grève générale le 19 mars, dans la rue et en grève, encore plus que le 29 janvier. La crise, c'est eux, la solution, c'est nous tous. On peut, on doit faire céder Sarkozy et le Medef.

Michelle Ernis.

Danse

Jam, expression libre

Cette saison, le centre culturel Le Rive Gauche a programmé sept jams. Des espaces de liberté, pour la pratique de la danse contact, ouverts aux personnes en bonne condition physique.

Is sont une guinzaine, assis en cercle, sur la scène du Rive Gauche ce dimanche après-midi. Certains se connaissent, d'autres pas. Ils sont danseurs professionnels, amateurs avertis ou simples curieux tentés par une expérience particulière. Pendant trois heures, ils vont participer à une jam. Si le terme est bien connu des musiciens de jazz, il l'est moins dans le domaine de la danse. Il s'agit en fait simplement d'ouvrir un espace totalement dédié à l'improvisation, selon la technique de la danse contact mise au point par le chorégraphe Steve Paxton. Avant que ne démarre à proprement parler la jam, s'ouvre un long temps d'échauffement, à base de massages avec les mains, les pieds et même la tête. Les partenaires sont invités à accorder leur respiration. La voix douce de Sophie Durremberger donne quelques indications pour cet exercice indispensable, mené en binôme. « C'est ce que nous appelons une mise en corps, précise l'organisatrice de ses sessions pour le Rive Gauche, Manuella Brivari. C'est une phase nécessaire pour le groupe et une préparation pour le corps qui sera porté, pressé sur le sol et sur les autres un peu plus tard.» En arrière-plan, trois musiciens, emmenés par Nicolas Lelièvre commencent eux aussi à se mettre en condition. Ils vont intervenir tout au long de la rencontre, laissant toute partition au placard, et donnant libre cours à leurs émotions musicales.

Tout à coup, presque sans qu'on s'en aperçoive, le rythme s'accélère, la jam vient de démarrer. Les danseurs prennent possession de toute la scène. Ils









Les danseurs deviennent des électrons libres dont les mouvements sont influencés par les autres participants.

tombent, se portent où sont les piliers nécessaires à l'évolution d'un partenaire. En toile de fond, les instruments à corde, à vent ou les percussions impulsent leurs vibrations. Une grande sérénité et une belle fraternité se dégagent de ses mouvements aléatoires d'électrons libres dont la forme et la force du déplacement dépendent des rencontres.

La salle du Rive Gauche et ses fameux sièges rouges sont tous vides ce jour-là. Tous, sauf un. Là au deuxième rang, un étudiant en philosophie observe la séance. Il prépare un mémoire sur le sujet de « l'amitié » et est très intéressé par la forme particulière de liens qui se tissent sous ses yeux entre des gens qui pour certains ne se sont jamais vus. « Je trouve qu'il y a un peu du rituel magique dans cette forme de danse. Dans un métro bondé, les gens cherchent à s'éviter, là ils se touchent, se font naturellement confiance, c'est vraiment intéressant. » Selon Manuella Brivari, « il s'agit d'une danse très organique, très proche de ce que vivent les bébés. La jam n'est pas qu'une pratique corporelle, c'est aussi une faculté à se mettre dans un état de disponibilité et d'écoute à soi et aux autres. »

Autre singularité en ces temps où tout est tellement réglementé et normé:

dans la jam tout est bon. Il n'est pas question, comme pour d'autres styles de danse, de positions ou de techniques mais uniquement de ressenti. La jam serait une sorte de philosophie du «non-jugement». Et franchement, c'est assez plaisant.

• Prochaines jams:

dimanche 15 mars de 16h30 à 19h30, jam guidée par Lolita Espin Anadon. Dimanche 19 avril, jam guidée par Sophie Durremberger. Réservations obligatoires auprès de Manuella Brivary au 0675748985. Gratuit. Souvenir

Alain Chavatte, peintre au grand cœur

Le peintre Alain Chavatte, père du centre social de La Houssière est décédé le 5 février, emporté en quelques semaines par une sale maladie.

outes ses familles se sont retrouvées pour lui rendre un dernier hommage: celle du quartier de La Houssière, celle de la Sagem, l'usine dans laquelle il a travaillé pendant trente ans, ses copains artistes et ses partenaires du secteur social. Un dernier au revoir à ce fils de cheminot, gamin de la Cité des familles, que rien ne prédestinait à se lancer dans la création et l'animation d'un centre social associatif.

Au début des années 1960, il avait été directeur-adjoint du centre de loisirs de La Sapinière et s'était retrouvé à la tête d'un des premiers groupes de rock de la ville qui s'était constitué au foyer Gérard-Philipe, la maison des jeunes du quartier Hartmann. En 1969, il s'installait avec son épouse Monique, à La Houssière. L'ajusteur-outilleur, reconverti dans la micro-électronique, avait fini par quitter l'usine alors qu'on lui proposait une mutation en région parisienne.

Alain Chavatte a toujours eu la fibre artistique. Il avait suivi en auditeur libre les Beaux-arts de Rouen. « *L'art était pour lui un moyen de s'exprimer en toute liberté* », résume simplement son épouse.

L'aventure du centre a démarré en 1995 avec un concours lancé par le bailleur social le Foyer Stéphanais auprès de ses correspondants dans les quartiers. Monique Chavatte était une de ces gardiennes: « Nous avions eu l'idée de proposer aux enfants de réaliser des peintures dans le hall de l'immeuble. J'ai gagné le premier prix et l'argent reçu à cette occasion a été réinvesti pour que l'atelier continue. » Et c'était parti!
À force de détermination et de culot,





En 2001, entouré des enfants du quartier, Alain Chavatte s'était vu remettre la médaille d'argent des Arts et Lettres.

Alain Chavatte était parvenu à convaincre de nombreux financeurs, notamment la Caf séduite par un projet mêlant l'art et le social. « Certains d'entre eux n'étaient pas très rassurés lorsqu'ils découvraient les caves encombrées de capots de voiture graffés, mais rapidement ils étaient stupéfaits par la qualité des réalisations », se souvient Isabelle Lagache du Foyer Stéphanais.

La vie de l'association n'a pas été un long fleuve tranquille, les coups de gueule ont été nombreux en conseil d'administration et les relations avec la Ville pas toujours simples. Mais l'engagement au service des habitants du quartier était entier et la dimension sociale de ses actions bien réelle. Après les ateliers artistiques, notamment la céramique, Alain Chavatte avait mis en place de l'aide aux devoirs. Les ados et les adultes aussi ont trouvé leur bonheur avec la couture, le multimédia, le graff...

Il avait été hospitalisé le jour de l'inauguration du nouvel équipement Célestin-Freinet dans lequel le centre social de La Houssière s'est s'installé. « C'était sans doute un déchirement pour lui de voir son enfant grandir et partir », résume l'adjoint à la culture, Jérôme Gosselin. Mais une page s'était déjà tournée en 2006 avec son départ à la retraite.

Aux abords de l'immeuble Émeraude, là où il avait investi les sous-sols pendant des années, les traces colorées de son action sont visibles de tous, sur des buses en béton ou dans le jardin qu'il avait créé avec les habitants. Les gamins n'oublieront pas Chavatte, l'artiste qui leur avait ouvert bien plus que les portes des caves.

Transeuropéennes

Idir fait le voyage

Idir sera au Rive Gauche le 18 mars pour un concert gratuit dans le cadre des Transeuropéennes.

e festival des cultures européennes organisé par la Communauté de l'agglomération rouennaise revient pour la dixième année irriguer les communes du territoire avec une programmation éclectique en musique, danse et expositions de différentes natures. Deux rendez-vous sont prévus à Saint-Étiennedu-Rouvray. Mercredi 18 mars, Idir, le chanteur et musicien kabyle vient faire résonner la culture berbère au Rive Gauche. L'auteur du tube planétaire A Vava Inouva, artiste majeur de la scène world depuis trois décennies, a toujours privilégié les rencontres interculturelles. Ses textes abordent des thèmes récurrents que sont l'exil, l'immigration, le droit à la différence, l'éducation, la mémoire historique... En 2007, l'artiste algérien était le parrain des Transeuropéennes.

Autre lieu, autre rencontre possible avec l'exposition de peinture qui se tiendra au centre socioculturel Georges-Déziré. Toubastou, une artiste de la région, présentera du 13 au 28 mars ses peintures, nées de rencontres, d'impressions ressenties lors de ses nombreux voyages à travers le monde.

- Idir en concert au Rive Gauche, mercredi 18 mars à 20 h 30. Gratuit, dans la limite des places disponibles. Réservations à partir du 2 mars au 0235529393.
- Trans'expo, « Sur les pas de Toubastou » au centre Georges-Déziré à partir du 13 mars. Renseignements au 0235 0276 90.





Exposition→ en mars

Tout savoir sur la forêt

La Maison des forêts de la Communauté de l'agglomération rouennaise propose une exposition: « Tout sur la forêt », conçue par le Parc naturel régional des boucles de la Seine normande, les weekends des 28 février et 1^{er} mars, 7 et 8, 14 et 15, 21 et 22, 28 et 29 mars. Maison des forêts, chemin des Cateliers près du centre de loisirs de La Sapinière. Consultation libre les samedis de 14 heures à 17 h 30 et dimanches de 10 heures à 17 h 30.

Exposition → du 2 au 13 mars Carnaval et mascarades

À travers une vingtaine de carnavals représentatifs d'Europe: Dunkerque, Venise, Bâle, Binche, cette exposition parle du sens de la fête carnavalesque, de ses enjeux tant sur le plan culturel (identité,



imaginaire) que sur le plan social (intégration, citoyenneté). **Centre Georges-Brassens. Entrée libre. Accueil de groupes et de scolaires sur rendez-vous. Renseignements au 0235 64 06 25.**

Danse→ 13 mars

Fresque, femmes regardant à gauche

La nouvelle création du chorégraphe Paco Dècina s'inspire d'une fresque du musée archéologique de Naples. Aux corps des femmes d'Herculanum et à leurs regards mystérieux répondent sur le plateau ceux de sept magnifiques danseurs, mais aussi des images qui racontent la « présence de l'Homme d'aujourd'hui par les traces qu'il laisse derrière lui ».

Le Rive Gauche à 20 h 30. Billetterie: 02 32 91 94 94.

Chant choral → 14 mars **Répétitions publiques**

Le Chœur d'hommes de Rouen est en résidence au conservatoire. Ses répétitions le 14 mars, de 15 à 16 heures ou de 16 à 17 heures, sont publiques. À 17h30: répétition avec les instrumentistes pour un motet de Carissimi. Espace Georges-Déziré, salle Leonard-Bernstein. Entrée gratuite. **Renseignements au 0235027689. Le Mobilo'bus emmène les personnes à mobilité réduite à la répétition de 17h30 en réservant au 0232958394.**

Mais aussi...

Harmoniques, d'Olivier Gosse, chanson, au Rive Gauche, mardi 10 mars à 20 h 30. Billetterie: 0232 9194 94.

Lulu, ciné-théâtre, création de Cartoun Sardines, au Rive Gauche, mardi 17 mars à 20 h 30. Billetterie: 0232919494.

Handicap

La piscine dans un fauteuil

L'association des paralysés de France accompagne ses adhérents à la piscine et forme les accompagnateurs.

par mois à la piscine. C'est l'objectif que s'est fixée l'association des paralysés de France de la Seine-Maritime. « Pouvoir aller à la piscine était une demande de nos adhérents. explique Stéphanie Triquet, chargée des actions d'intérêt collectif à l'association. Nous avons donc organisé quatre jours de formation pour apprendre aux bénévoles à aider les personnes à mobilité réduite dans cette situation particulière. » Le stage s'est déroulé à la piscine de Saint-Étienne-du-Rouvray, à celle de Mont-Saint-Aignan et, pour la détente, à la balnéothérapie du centre des Herbiers. « La piscine. c'est de la détente. et l'occasion de voir du monde, dit Sophie qui se déplace avec des béquilles. Moi je sais un peu nager, mais j'ai des problèmes de flottaison et de souffle. » Le stage l'a aidée à maîtriser sa respiration.

La piscine stéphanaise est équipée d'un bras de mise à l'eau, qui permet à une personne en fauteuil de descendre dans le bassin quasiment seule, ce qui lui a valu le label « tourisme handicap ». Mais en fait le groupe en formation ne l'a pas utilisé, partant de l'idée que toutes les piscines n'en sont pas équipées et qu'il faut aussi savoir se débrouiller sans installation spécifique.

Les participants ont été sensibles aux infrastructures de la piscine Marcel-Porzou: le parking réservé devant l'entrée, l'ascenseur pour accéder à l'équipement, l'accueil du personnel... Seuls bémols, le trajet un peu trop long du vestiaire au bassin, et le banc de la cabine pour handicapé trop étroit pour certains handicaps. Aidés d'un éducateur



Les stagiaires ont appris à se débrouiller même lorsque la piscine n'est pas équipée d'un bras mécanique.

spécialisé, Hugo Roso, maîtrenageur et formateur, les accompagnateurs, parents ou bénévoles, ont découvert comment aider une personne dans l'eau, comment utiliser le matériel, et les mouvements qui font travailler la motricité. « On apprend aussi le contact humain, souligne Stéphanie

Triquet. Toucher, c'est très important pour rassurer, donner confiance. » L'association veut banaliser l'accompagnement bénévole, « ce peut être une fois par mois ou deux heures par semaine ». Elle veille aussi à aider ces mêmes bénévoles dans leur engagement. Par exemple, elle souhaite

avec l'appui de France bénévolat, faire valider ce type de formation, qui peut constituer un plus pour une personne en recherche d'emploi.

• Association des Paralysés de France, 0235732501, dd.76@apf.asso.fr

/ite dit

Full-contact, tous champions

Les jeunes champions du club stéphanais de fullcontact ont raflé les

podiums au championnat de Normandie de lightcontact qui s'est déroulé le 1er février à Pont-Audemer: Christophe Roussette est 1er dans la catégorie pupilles. Chez les benjamins, Mahdi Dollé et Damien Roussette prennent respectivement les 1er et 2e places. Chez les filles, en minimes, Anastasia Lievrard est 1^{re}, sa sœur Kimberley est 2^{ème}, et Jennyfer Grout est championne en catégorie cadettes. Sur sept jeunes engagés, six ont une place sur le podium et tous sont qualifiés pour le championnat de France qui

aura lieu à Pâques à Saint-Herblin, en Loire Atlantique. Il faut souligner que plusieurs de ces jeunes champions font du fullcontact grâce aux contrats partenaires jeunes financés par la Caf et la municipalité.

Football, prochain match

• 15 mars: stade Youri-Gagarine, 15 heures, seniors: FCSER/ Le Houlme-Bondeville.







Figure humaine

Chantal Prévost aime les gens sur le fil de la vie. Les gens qui vivent, qui luttent, mais aussi ceux qui sont différents, les fous... Cette plasticienne crée des masques, des portraits imaginaires qui ouvrent au rêve et à la poésie. Elle expose au Rive Gauche en mars.

oilà trois mois qu'elle prépare son exposition et ses œuvres sont partout. Les peintures et dessins s'entassent dans la chambre, le bureau est peuplé de masques ailés. L'atelier est dans la cuisine et ses « filles », de drôles de poules en grillage et papier mâché, occupent la chambre d'amis.

Les Stéphanais ont déjà vu ses masques qu'elle a exposés au centre Georges-Déziré. Elle en a aussi baladé dans les rues lors de l'inauguration du métro en 1997. « J'adore exposer à l'extérieur. Si j'avais l'occasion, je ferais de grandes structures, des personnages, mais je manque de place. » Elle raconte avec passion les expositions organisées avec Art des rives, en plein air sur le Robec ou sur la Veules, avec Appel d'art dans les champs du pays de Caux, avec les Plastiqueurs dans les rues sur Viva Cité. « J'aime la rue, dit-elle, les gens qui lut-

tent, qui sont vivants. C'est ce qui m'a permis de m'occuper des gens arrêtés, ceux qui ont peur de ce qui bouge.» Après les Beaux-Arts, Chantal Prévost a suivi une formation d'art-thérapie qui l'a conduite à animer plusieurs années des ateliers de créativité pour les malades de l'hôpital psychiatrique du Rouvray. « Je ne soigne pas, nuancet-elle. Je travaille sur la meilleure partie d'eux-mêmes, le côté sain, créatif, pour qu'il prenne le pas sur le côté malade. On a en soi quelque chose que la société ne supporte pas. Je suis là pour développer ce côté fragile, imaginatif. Apprendre à oser, oser vivre. »

«On a tous en soi quelque chose que la société ne supporte pas.»

Elle a poursuivi ses ateliers dans un centre social, puis dans un foyer pour sans-abri, toujours avec des gens sur le fil de la vie. Le discours sécuritaire sur les malades présentés comme des fous dangereux, la choque: « *Va-t-on met-tre les schizophrènes sur le bûcher?* On se croirait au temps des sorcières.» Avant de rappeler que « c'est le malade qui est en danger, chassé par les gens ordinaires ».

Après plusieurs expositions collectives avec l'Union des arts plastiques au Rive Gauche, Chantal Prévost expose seule, cette fois, ses formes, ses masques et aussi des dessins et des tableaux, beaucoup de portraits imaginaires, déclinés en jaune, en rouge, en bleu, dans des tons lumineux, intenses. « J'avais envie qu'on voit plus largement son travail, confie Robert Labaye, directeur du centre culturel. Il y a une humanité dans ses visages très expressifs, un peu lunaires, poétiques. C'est une œuvre qui fait appel à la sensibilité de celui qui regarde. » Parmi ses thèmes d'inspiration, elle énumère: la figure humaine « forcément », la peau « ça protège et

c'est perméable à la fois », la gémellité « la place de chacun », les tribus, « vivre en société, c'est réconfortant mais le groupe contraint aussi à se tasser, à ne pas exister personnellement ». Son père, Jacques Prévost, cheminot, fut conseiller municipal de 1959 à 1995. Sa fille se définit comme « une vraie Stéphanaise », même si depuis quelques temps elle habite à la campagne, du côté de Bourg-Achard. « En fait je suis souvent à Saint-Étienne. » Avec même le projet d'animer un atelier au centre social associatif de La Houssière, un atelier sur la rue, bien sûr. « L'important est d'être en marche, répète-t-elle, être "en train de" c'est ma dynamique.»

• Exposition « Petits imaginaires » du 11 mars au 17 avril, au Rive Gauche, entrée libre aux horaires d'ouverture du centre culturel (0232919494). Expo non visible mercredi 8 avril.